



RAPPORT 20 ANNUEL 24

Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique
Résidence Bibi, Rue des Gourmets, Ile de Gorée -
BP 05 - Gorée, Sénégal; Tél : +221 33 849 48 49
Courriel : info@goreeinstitut.org
Site Internet : <https://goreeinstitut.org/>

Gorée Institute, 2025
Coordonné par : Koassi A. Akakpo & Mamadou Sakhir Ndiaye
Conception par : Koassi A. Akakpo

2024 en images ...



Sommaire

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	6
HOMMAGE À BREYTEN BREYTENBACH	8
À PROPOS DU GORÉE INSTITUTE	9
CHIFFRES CLÉS	11
APERÇU PROGRAMMATIQUE.....	12
I. LES INITIATIVES DE DIALOGUE ET DE PARTENARIATS MULTIACTEURS.....	13
1. Ve Forum annuel des jeunes du Sahel sur le thème : Rôle et engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation	14
2. Rencontre régionale de plaidoyer sur l'appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria	17
3. Dialogue régional multipartite sur les industries extractives, les communautés locales et la prévention des conflits : quel rôle pour l'État et la société civile ?	19
4. Rencontre régionale sur l'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et le changement climatique : les stratégies de réponse de la société civile	21
5. Atelier régional sur les liens entre sécurité et développement au Sahel : perspectives ouest-africaines	23
6. KPAC24: Instaurer la confiance, pacifier le pouvoir et connecter les réalités	25
II. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	27
1. Power of Dialogue : Atelier de formation sur « Femme, leadership politique et la prévention des conflits au Sahel »	28
2. Power of Dialogue : Atelier de formation sur « Leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes »	30
3. Power of Dialogue: Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA)	32
4. PROSCIDE: Atelier de formation sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant	34
5. PROSCIDE : Atelier régional de formation sur la programmation sensible aux conflits liée aux droits de l'enfant.....	36

6. PROSCIDE : Atelier régional - Plaidoyer, lobbying, réseautage et mobilisation de ressources..	38
7. Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Électorale et la Consolidation de la Paix « JAMM AK NDAW Ñi »	40
8. Investir sur les jeunes chercheurs et la recherche menée par les jeunes au Sahel.....	42
III. PUBLICATIONS.....	43
IV. NOS PARTENAIRES	45
V. TERAL : CENTRE DE CONFÉRENCE DU GORÉE INSTITUTE	47
VI. ÉTATS FINANCIERS	49
VII. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET STAFF	51
1. Conseil d'administration	52
2. Le personnel du Gorée Institute.....	53

Mot du Directeur Exécutif



L'année 2024 restera à bien des égards une année charnière dans l'histoire du Gorée Institute. Une année marquée par des défis persistants dans notre environnement régional, mais aussi par des avancées significatives dans notre action en faveur du dialogue, de la paix et de la justice sociale. Surtout, elle restera gravée dans nos mémoires comme l'année où nous avons dit adieu à l'un des piliers fondateurs de notre institution : **Breyten Breytenbach, cofondateur du Gorée Institute, ancien membre du Conseil d'administration et ancien Directeur exécutif, décédé le 24 novembre 2024.**

Poète, écrivain, activiste, penseur et homme de conviction, Breyten Breytenbach fut bien plus qu'un intellectuel engagé. Il fut un artisan de liberté, un défenseur infatigable des droits

humains, un militant de la justice en Afrique et dans le monde, et un bâtisseur de ponts entre les peuples. Le Gorée Institute, qu'il a contribué à fonder au lendemain des grandes luttes contre l'apartheid et dans le sillage des transitions démocratiques en Afrique, porte encore aujourd'hui les marques de sa vision : une Afrique ouverte, lucide, plurielle, réconciliée avec elle-même. Son esprit continue d'habiter notre travail quotidien, nos principes directeurs et notre engagement collectif. C'est avec respect, gratitude et humilité que nous lui dédions ce rapport annuel.

Au-delà de ce deuil, l'année 2024 a été riche en réalisations et en réflexions stratégiques. Le programme **Power of Dialogue**, qui demeure l'un de nos axes structurants, s'est consolidé dans plusieurs zones fragiles du Sahel et d'Afrique de l'Ouest. Ce programme, fondé sur l'écoute active, le dialogue communautaire et l'inclusion, a permis de renforcer la cohésion sociale, d'anticiper les risques de conflits et d'accompagner les dynamiques locales de transformation pacifique. Nos équipes, souvent engagées dans des contextes complexes et sensibles, ont su maintenir une approche rigoureuse, ancrée et respectueuse des dynamiques locales.

Tout au long de l'année 2024, nous avons été témoins d'une formidable énergie collective : celle de jeunes leaders et de femmes engagées, qui ont su transformer leurs expériences, parfois marquées par la violence ou l'exclusion, en leviers d'influence positive et de changement social. Leurs contributions au **Gorée Youth Leadership Academy (GYLA)** ont confirmé que le dialogue n'est pas seulement un outil de prévention de conflits, mais un puissant moteur de reconnaissance, de dignité et de transformation.

A côté du GYLA, Gorée Institute a œuvré pour le renforcer les capacités, élargir les opportunités, et surtout créer un environnement propice à l'émergence de nouvelles voix scientifiques, souvent marginalisées mais porteuses d'analyses innovantes et de solutions adaptées à leurs réalités locales. **Les jeunes chercheurs** que nous avons accompagnés au Burkina Faso, au Mali et au Niger au cours de l'année 2024 ont démontré que la jeunesse n'est pas synonyme d'inexpérience, mais bien de lucidité, de rigueur et d'audace intellectuelle. Les documents de plaidoyers produits par les jeunes chercheurs met en lumière leurs parcours, leurs travaux, mais aussi les défis persistants : manque de financement, accès limité aux ressources scientifiques, reconnaissance institutionnelle encore

inégale. Ils nous rappellent que soutenir la recherche menée par les jeunes, c'est investir dans la paix durable, dans une gouvernance éclairée et dans l'avenir du Sahel.

Nos partenariats, qu'ils soient institutionnels, communautaires, régionaux ou internationaux, ont été au cœur de notre stratégie en 2024. Ils ont non seulement renforcé notre capacité d'intervention sur le terrain, mais ont aussi permis de faire circuler les savoirs, les expériences et les bonnes pratiques entre différents acteurs de la paix et de la gouvernance. À travers ces alliances, nous avons poursuivi notre objectif : accompagner les sociétés africaines dans la construction de réponses durables et endogènes aux défis sécuritaires, sociaux et politiques.

L'organisation de la réunion annuelle du Conseil d'administration, moment fort de notre gouvernance institutionnelle, a permis d'évaluer nos réalisations, d'interroger nos priorités, et de définir les grandes lignes de notre plan d'action pour les années à venir. Cette dynamique s'est prolongée dans le cadre de la retraite de planification stratégique du personnel, qui a été un moment de recentrage, de cohésion interne et de projection à moyen terme. Les discussions ont porté sur l'évolution de notre mandat, sur l'agilité institutionnelle requise dans un contexte en constante mutation, et sur les moyens d'amplifier notre impact tout en restant fidèles à notre mission originelle.

Dans la même logique, l'année a vu la poursuite et l'extension de plusieurs projets ciblant les jeunes, les femmes et la consolidation de la paix. Ces initiatives, souvent portées en collaboration avec des acteurs locaux, ont mis en lumière la capacité de résilience, de leadership et d'innovation des femmes et des jeunes du Sahel. Leur rôle central dans la prévention des conflits, dans la promotion de la cohésion sociale, et dans l'élaboration de réponses alternatives à la violence a été au cœur de notre approche.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que s'est tenu, en novembre 2024, le Forum régional des jeunes sur la prévention des conflits au Sahel. Ce forum, qui a réuni de jeunes leaders issus de plusieurs pays de la région, a permis de renforcer les réseaux transfrontaliers, de faire émerger des propositions concrètes et de porter la voix des jeunesses sahéliennes dans les débats régionaux sur la paix et la sécurité. Il a aussi été un moment de transmission, de mémoire et d'engagement, à l'image de ce que Breyten Breytenbach nous a toujours enseigné : que la paix se construit dans la vérité, la parole partagée, et la reconnaissance de l'autre dans toute sa dignité.

En cette fin d'année, alors que nous tournons une page importante de notre histoire, nous souhaitons réaffirmer notre engagement. L'engagement à rester un espace indépendant de pensée critique et d'expérimentation sociale. L'engagement à défendre la liberté intellectuelle, les droits humains et la démocratie en Afrique. L'engagement à accompagner les communautés dans leurs efforts pour prévenir les conflits, restaurer la confiance et bâtir des sociétés justes et durables.

Plus que jamais, nous devons continuer à créer des espaces, des opportunités et des alliances pour que la jeunesse sahélienne et de l'Afrique soit au cœur du suivi, de l'évaluation des politiques publiques, de la production des savoirs et des solutions de demain.

À toutes celles et ceux : partenaires techniques et financiers, institutions, membres du Conseil d'administration, collaborateurs, bénéficiaires qui ont contribué à faire avancer notre mission en 2024, nous exprimons notre profonde reconnaissance.

Et à Breyten, nous disons merci. Pour la vision, pour la parole, pour la route tracée.

Doudou DIA
Directeur Exécutif

Hommage à Breyten Breytenbach



Rendre hommage à **Breyten Breytenbach**, c'est honorer un homme dont la vie a été marquée par le courage, la création et une fidélité inébranlable à la liberté. Mais c'est aussi saluer un bâtisseur — un visionnaire qui, au-delà de son œuvre poétique et littéraire immense, a semé des graines de dialogue, de paix et de transformation sur le continent africain.

En fondant le **Gorée Institute**, Breyten Breytenbach n'a pas simplement créé un centre intellectuel. Il a imaginé **un lieu vivant de résistance, de réflexion et de rencontre**, installé sur une île marquée par les cicatrices de l'esclavage, mais désormais habitée par l'espoir et la pensée critique.

Le Gorée Institute est né de sa conviction profonde : que **l'Afrique a besoin de ses propres espaces pour penser le monde**, affirmer ses voix, et construire des alternatives aux modèles imposés. Breytenbach y a réuni artistes, chercheurs, militants, écrivains, citoyens, toutes celles et ceux qui croient que la culture peut être une force de changement.

Son engagement n'a jamais été théorique. Lui, le poète de l'exil et de la prison, savait que **les mots peuvent libérer, que l'art peut guérir, et que le dialogue peut reconstruire ce que la violence a tenté de détruire**. À travers le Gorée Institute, il a offert aux jeunes générations un héritage de lucidité et d'audace, mais aussi un espace de liberté où penser autrement n'est pas une menace, mais une nécessité.

Aujourd'hui encore, le souffle de Breyten Breytenbach continue d'habiter les pierres de Gorée, les pages des livres, et les luttes de ceux qui croient que l'Afrique doit écrire elle-même son avenir.

À toi, Breyten, poète du refus et de la beauté, bâtisseur de ponts, merci. Ton œuvre, ton combat, ton rêve d'un monde plus juste, continuent de vivre.

À propos du Gorée Institute

Le Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, a été fondé le 25 juin 1992. À l'origine de cet Institut se trouve un groupe d'Africains engagés en faveur des idéaux de progrès, de justice et de liberté, qui croient fermement en la coopération et en l'autosuffisance. Le Gorée Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante et panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique qui garantit son intégrité. Situé sur l'île de Gorée, classée patrimoine mondial de l'humanité, l'idée de création de l'Institut a émergé lors de la célèbre rencontre de Dakar sur la Démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987, entre les dirigeants de l'ANC alors en exil et cinquante (50) Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre a abouti à la proposition d'une solution véritablement africaine à un problème africain.

VISION

Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique.

VALEURS

L'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

NOS PROGRAMMES

Les programmes de l'Institut constituent les mécanismes de la mise en œuvre de sa Vision et de sa Mission. Ces programmes sont :

- Gouvernance démocratique et processus politiques
- Consolidation de la paix et prévention des conflits
- Power of Dialogue
- Femmes, Paix et Sécurité
- Gouvernance des ressources naturelles
- Programme Mondiale de Renforcement de la Société Civile pour les es Droits des Enfants (PROSCIDE)
- Charter Project Africa

NOTRE APPROCHE

Nos programmes, nos activités et notre identité institutionnelle reposent sur trois éléments essentiels et complémentaires : la recherche, le renforcement des capacités et l'intervention. La recherche, qui soutient la production intellectuelle et artistique, permet également de promouvoir une approche proactive fondée sur la vision et la prévention des défis et enjeux contemporains. Le renforcement des capacités, fondé sur les connaissances générées, vise à améliorer les compétences et l'expertise

des citoyens, condition indispensable pour un engagement futur. Enfin, l'intervention permet d'agir sur les résultats issus des phases de réflexion et de recherche, afin de faciliter ou de promouvoir des actions de plaidoyer efficaces. Le Gorée Institute choisit de ne pas adopter une approche activiste.

Les différents programmes et leurs projets respectifs passent, de manière dynamique – et pas forcément séquentielle – des interventions pratiques à la recherche, en passant par la réflexion critique et novatrice. Ce mouvement nous permet de développer l'innovation et la création appropriée.

A travers la recherche, le renforcement des capacités et l'intervention, notre objectif stratégique est de mobiliser une action collective pour influencer les politiques et les pratiques de consolidation de la paix, de prévention des conflits et de bonne gouvernance démocratique aux niveaux national et régional.

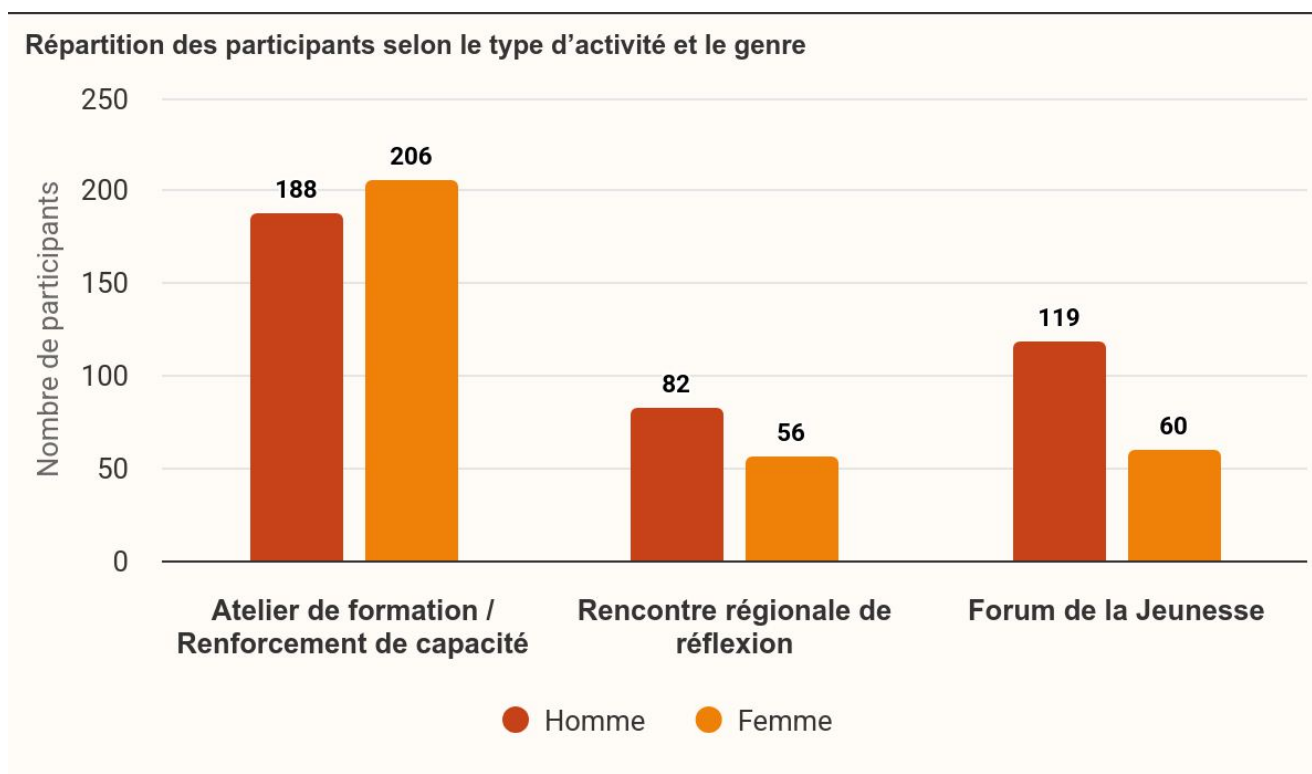


Chiffres clés

En 2024, l'Afrique de l'Ouest a connu d'importants bouleversements sociopolitiques et sécuritaires, marqués par le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la création de l'Alliance des États du Sahel (AES). Ce départ a soulevé des préoccupations quant à son impact sur l'intégration économique régionale, en plus des défis sécuritaires persistants.

La région fait face à de nombreux enjeux, notamment la pauvreté, le chômage des jeunes, l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que l'insécurité alimentaire. L'absence d'institutions robustes et les carences en matière de gouvernance exacerbent ces problèmes, créant ainsi un environnement propice aux conflits et à l'influence des groupes armés.

Dans cette dynamique, le Gorée Institute s'affirme comme une organisation de la société civile crédible et engagée, adoptant une approche constructive pour accompagner les efforts de la CEDEAO et des pays africains en général. Grâce à son expertise thématique, il contribue activement à la consolidation de la paix, au renforcement de la démocratie à travers des formations transformatrices, à la coordination des actions de médiation, à la facilitation du plaidoyer et du dialogue, ainsi qu'au développement des capacités à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest.



Aperçu programmatique

L'année 2024 a été riche et productive pour le Gorée Institute. Tout en poursuivant les programmes et projets définis dans le plan stratégique 2021- 2025, le Gorée Institute s'est fortement impliqué dans les processus de gouvernance démocratique, de consolidation de la paix et de prévention des conflits à travers la mise en œuvre de programmes majeurs notamment le Power of Dialogue, le Charter Project Africa, la Gouvernance des ressources naturelles et le Renforcement des Organisations de la Société Civile pour les Droits de l'Enfant (PROSCIDE). En dépit des difficultés liées à l'instabilité politique et institutionnelle dans la sous-région et au Sénégal, marquée par des violentes manifestations, la coupure d'Internet, la restriction de l'espace civique, le Gorée Institute a pu mener la quasi-totalité de son plan d'action. Ainsi, en 2024, le Gorée Institute a pu organiser douze (12) ateliers de formation, quatre (4) rencontres régionales et un forum régional. Au total, plus de 600 personnes, dont 44% de femmes, principalement issues d'organisations de la société civile et en provenance de dix-neuf (19) pays, ont pris part aux activités du Gorée Institute.

En collaboration avec des structures étatiques, des institutions internationales, des organisations de la société civile africaine, des centres de recherche africains et internationaux, ainsi que des organisations de jeunes et de femmes, plusieurs activités de grande envergure ont été mises en œuvre. Celles-ci comprennent principalement l'organisation de :

- Ve Forum annuel des Jeunes du Sahel sur le thème : « Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation » ;
- La Rencontre régionale de plaidoyer sur l'appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria ;
- Dialogue régional multipartite sur les industries extractives, communautés locales et prévention des conflits : quel rôle pour l'État et la société civile ? ;
- La Rencontre régionale sur la gouvernance des ressources naturelles sur l'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et le changement climatique : les stratégies de réponse de la société civile
- L'Atelier régional sur les liens entre sécurité et développement au Sahel : perspectives ouest-africaines

A côté de ses initiatives de dialogue et de partenariats multi-acteurs au niveau régional, le Gorée Institute a mis en œuvre la troisième édition de son programme d'Académie de Jeunes Leaders (GYLA) et organisé plusieurs activités de renforcement de capacités dans le cadre de ses différents programmes.

Tous les programmes et projets mis en œuvre en 2024 ont une portée régionale et concernent les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Sierra Leone. C'est dire que l'Institut est intervenu sur douze (12) des quinze (15) pays de la CEDEAO.

Ce présent rapport qui couvre la période de janvier à décembre 2024 fait le bilan des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025.

RAPPORT ANNUEL 2024

I

Les initiatives de dialogue et de partenariats multiacteurs



1. V^e Forum annuel des jeunes du Sahel sur le thème : Rôle et engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation



La cinquième édition du Forum régional de la Jeunesse, tenue à Bamako du 12 au 13 novembre 2024, a constitué une plateforme stratégique de réflexion et d'échanges autour du thème : « **Rôle et engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation** ». Organisé par le Gorée Institute en collaboration avec l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye, et sous le parrainage du ministère de la Jeunesse et des Sports du Mali, cet événement a réuni plus de **200 jeunes** issus de la société civile, des partis politiques, ainsi que des organisations internationales et institutions publiques et privées.

La diversité des participants, provenant principalement du **Mali**, du **Sénégal**, du **Burkina Faso** et du **Niger**, met en évidence la volonté du Forum de favoriser une approche régionale des enjeux liés à la gouvernance et à la citoyenneté en Afrique de l'Ouest. L'objectif central de cette rencontre était d'explorer des stratégies d'engagement constructif de la jeunesse, en dépassant la simple posture contestataire, afin d'influencer les dynamiques politiques et sociales de manière proactive et pérenne.

Axes stratégiques et objectifs du Forum

Dans un contexte marqué par des défis structurels de gouvernance et de stabilité, les échanges ont été articulés autour de trois axes principaux :

1. Élargissement du débat à l'échelle régionale : l'ambition était de dépasser les cadres nationaux, notamment ceux des pays sahéliens en transition, afin d'impliquer un éventail plus large d'acteurs ouest-africains, y compris le Sénégal.
2. Diffusion des conclusions et recommandations : une attention particulière a été portée sur la communication des résultats du Forum auprès des institutions publiques et internationales, afin de maximiser leur impact sur les politiques publiques et les initiatives de gouvernance.

3. Création d'un cadre d'interaction et d'influence : le Forum a été conçu comme un espace de convergence des idées et de capitalisation des initiatives menées par les jeunes en matière de gouvernance, de citoyenneté et de consolidation de la paix. L'objectif était de structurer des propositions concrètes susceptibles d'alimenter la prise de décision à différents niveaux institutionnels.

Le Forum a ainsi permis de poser les bases d'une approche plus intégrée de l'engagement des jeunes, mettant en avant le rôle des nouvelles générations comme acteurs de changement et non plus uniquement comme observateurs ou contestataires. Grâce à la participation d'experts et de praticiens, les discussions ont favorisé une analyse approfondie des dynamiques actuelles et des solutions envisageables pour une gouvernance plus inclusive et efficace au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

En définitive, cette édition du Forum régional de la Jeunesse s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités et d'influence des jeunes sur les processus de gouvernance et de stabilisation, tout en encourageant des approches innovantes pour une participation citoyenne plus active et impactante.

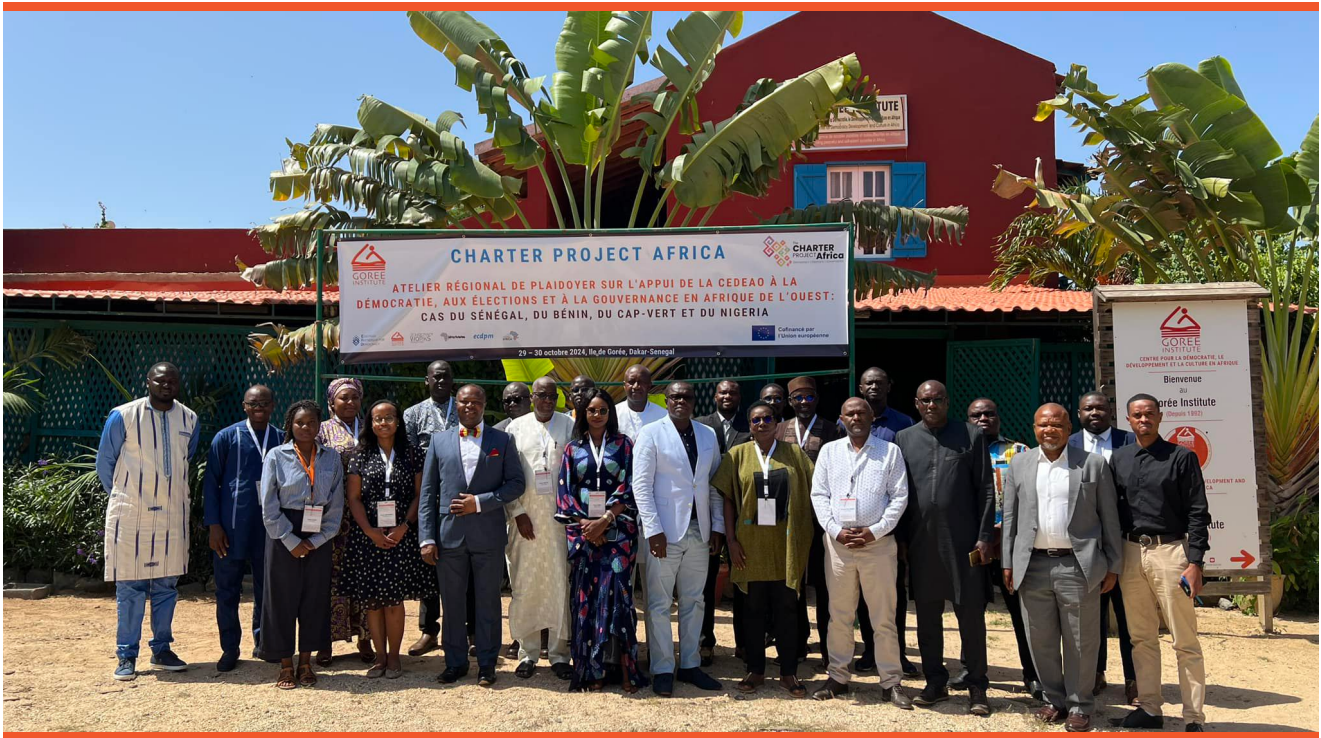


RÉSULTATS OBTENUS

- Le forum a contribué à la création d'un espace d'échanges intergénérationnel, de connaissances, d'enseignements et d'expériences ;
- Les échanges ont permis de recueillir la perspective des jeunes et leurs propositions de solution sur l'exacerbation de la conflictualité, l'instabilité politique et l'instabilité institutionnelle dans l'espace Sahel ;
- Les jeunes ont eu l'opportunité d'échanger sur le concept de citoyenneté en vue de la repenser dans le contexte africain et la mise en place de mécanismes de réduction de l'impact de l'instabilité chronique sur les jeunes de la région du Sahel ;
- Les jeunes ont eu l'occasion d'interagir avec les autorités étatiques, notamment maliennes ainsi qu'avec les représentants des institutions internationales et sous-régionales, et de tirer des enseignements de leurs expériences ;
- Le Forum a servi de cadre de plaidoyer pour la mise en application des principaux résultats issus de ses travaux par les décideurs et la prise en compte des recommandations dans les politiques publiques des États du Sahel, notamment en faveur de la jeunesse.



2. Rencontre régionale de plaidoyer sur l'appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria



L'Institut Gorée réalise sa mission par la recherche, la facilitation et l'intervention, et travaille en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile africaine et les citoyens africains. Cette mission nécessite notamment l'élaboration de nouveaux paradigmes, l'élargissement des réseaux de personnes et d'institutions, l'optimisation des ressources humaines existantes sur le continent.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Charter Project Africa (CPA)**, le **Gorée Institute** en partenariat avec le **European Partnership for Democracy (EPD)** et des autres membres du consortium, a organisé la rencontre régionale sur le renforcement de l'engagement citoyen dans la gouvernance démocratique.

En partenariat avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Gorée Institute a organisé dans le cadre de la mise en œuvre du Charter Project Africa, un atelier régional de plaidoyer en faveur de la civic tech et de la promotion de la CADEG qui est un instrument phare de l'Union Africaine pour la gouvernance démocratique. Cet atelier de plaidoyer s'est tenu du 29 au 30 octobre 2024 à Dakar sous le thème « **Appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria** ».

Cet atelier visait à partager les résultats des études menées dans la cadre de la mise en œuvre du programme, notamment dans les pays cibles, et d'amener la CEDEAO à renforcer sa collaboration avec les OSC, surtout celles qui utilisent le numérique pour promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie afin d'accompagner les États vers la correction des gaps relatifs à la bonne mise en application de la CADEG qui est le document de référence du Charter Project Africa.

RÉSULTATS OBTENUS

- Les résultats des études issues du programme sont partagés avec la CEDEAO et les autres parties prenantes.
- La CEDEAO s'engage à porter le plaidoyer en faveur de la Civic Tech.
- La CEDEAO promeut la mise en application de la CADEG dans les États membres.
- La collaboration entre la CEDEAO et les OSC en matière de gouvernance est renforcée.
- La collaboration entre les OSC en matière de gouvernance est renforcée.
- Les OSC ouest africaines s'engagent à travailler avec ECOSOCC pour la promotion des instruments de l'UA, notamment de la CADEG.
- La CEDEAO accompagne le Gorée Institute dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier de plaidoyer.
- Les OSC qui travaillent dans la Civic tech en Afrique de l'Ouest bénéficient du partenariat avec la CEDEAO pour obtenir plus de résultats et mieux impacter leurs communautés.



3. Dialogue régional multipartite sur les industries extractives, les communautés locales et la prévention des conflits : quel rôle pour l'État et la société civile ?



Le Dialogue régional multipartite sur les Industries extractives, les communautés locales et la prévention des conflits, tenu les 12 et 13 juin 2024 sur l'île de Gorée (Dakar, Sénégal) fut un événement stratégique qui a rassemblé des représentants gouvernementaux, des entreprises minières, des organisations de la société civile (OSC) et des communautés locales, issus de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (**Côte d'Ivoire, République de Guinée, Sénégal, Nigeria, Sierra Leone et Ghana**). L'objectif était d'analyser les défis liés à l'exploitation des ressources naturelles et d'identifier des mécanismes de gouvernance plus inclusifs et responsables.

Points clés du Dialogue :

- 1. Participation et diversité** : divers acteurs ont participé à ce dialogue multipartite, incluant des représentants des gouvernements, des entreprises minières, des communautés locales et des organisations de la société civile, assurant ainsi une large représentation et une variété de perspectives.
- 2. Défis et opportunités** : les discussions ont identifié plusieurs défis cruciaux tels que la sécurisation des compensations pour les communautés affectées, la nécessité de réformes législatives et la promotion de pratiques minières responsables. En parallèle, les participants ont exploré les opportunités de développement durable et d'intégration régionale.
- 3. Recommandations** : le dialogue a abouti à des recommandations précises visant à améliorer la gouvernance du secteur extractif, à renforcer la transparence, à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, et à accroître l'inclusion des communautés locales dans les décisions les concernant.

- 4. Rôle de la société civile** : la société civile a été reconnue comme un acteur crucial pour la surveillance des pratiques extractives, la défense des droits des communautés locales et la promotion de la transparence. Il a été recommandé de renforcer son rôle pour une gouvernance plus inclusive et responsable.

Ce dialogue a mis en lumière les défis persistants ainsi que les voies à suivre pour une gestion plus responsable et inclusive des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. Les résultats ont inclus des recommandations stratégiques et des actions concrètes pour orienter les politiques nationales et régionales vers un développement durable et équitable.

RÉSULTATS OBTENUS

- Un rapport analytique des discussions et des recommandations formulées.
- Un document d'analyse (outcome document) à partager avec les parties prenantes.
- Un cadre de plaidoyer porté par les OSC pour la mise en œuvre des recommandations au profit des communautés locales, ainsi qu'un dialogue politique au niveau national et régional entre États, société civile, communautés locales et industries extractives.
- Des recommandations politiques durables et pratiques ciblant le rôle des OSC dans la résolution des conflits liés à la gestion des ressources minérales.



4. Rencontre régionale sur l'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et le changement climatique : les stratégies de réponse de la société civile



De l'exploitation des mines aux énergies fossiles, la gestion des ressources naturelles constitue un enjeu majeur en raison de son rôle crucial dans le développement d'un pays. En effet, elle contribue à répondre aux besoins de la population tout en influençant la répartition des revenus générés par ces ressources.

Néanmoins, l'exploitation efficace des ressources naturelles nécessite non seulement le respect de procédures strictes afin d'éviter d'impacter négativement les communautés, mais la question environnementale devient également de plus en plus préoccupante en raison des défis posés par le changement climatique.

C'est dans ce contexte que l'Institut a tenu, du 24 au 25 octobre, un atelier sur « **L'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et le changement climatique : les stratégies de réponses de la société civile** ».

La rencontre régionale visait à renforcer la collaboration entre les parties prenantes afin d'améliorer les pratiques durables dans les industries extractives.

Plusieurs thématiques ont fait l'objet de discussions :

1. Crise climatique et gestion des ressources naturelles : quelles stratégies pour optimiser l'adaptation au changement climatique et prévenir les conflits ?
2. Pour un partenariat collaboratif entre les communautés, les autorités et les entreprises: quelles solutions de gestion efficace des ressources naturelles et sensible conflit ?
3. Améliorer la sécurité et la résilience climatique dans un contexte de fragilités: quelles stratégies pour une approche collective de renforcement des communautés ?

4. Changement climatique, justice climatique, exploitation des ressources naturelles et inégalités : quelles actions de la société civile en faveur des communautés ?
5. Gouvernance des ressources naturelles, engagement civique et changement climatique : agenda de la société civile

En définitive, la gestion des ressources naturelles face au changement climatique est un enjeu complexe qui requiert la coopération de toutes les parties concernées pour être abordée de façon efficace. Malgré les défis que cela présente, cet atelier a permis de comprendre que des solutions endogènes existent et peuvent permettre de réduire les risques de catastrophes. Les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, qui datent de longtemps, peuvent être évités si les acteurs collaborent et s'accordent. Le rôle de la société civile est essentiel pour y arriver et demande une coordination entre les différentes organisations de la société civile pour être un succès.



5. Atelier régional sur les liens entre sécurité et développement au Sahel : perspectives ouest-africaines



Bien que l'Union européenne (UE) et les pays du Sahel aient développé des instruments et des outils politiques pour aborder le lien entre sécurité et développement, les réponses et les processus sont souvent confrontés à de nombreux défis qui tendent à limiter l'efficacité de la réponse et l'impact des interventions prévues. Les États du Sahel ont de plus en plus l'impression que l'approche de l'UE en matière de développement et de gestion des crises manque de cohérence et est en grande partie influencée par des impératifs nationaux – la crise énergétique actuelle de l'Europe ou les menaces perçues (telles que l'importation de l'extrémisme violent et la migration irrégulière) et les changements géopolitiques internationaux – plutôt que par la poursuite d'objectifs communs et les intérêts de l'Afrique. À l'heure où la concurrence géopolitique est exacerbée et où les perceptions d'une crise du multilatéralisme s'accroissent, un changement de paradigme est nécessaire pour renforcer la coopération entre l'UE et le Sahel, en particulier dans les domaines du développement et de la sécurité. Les événements récents et les crises mondiales qui les accompagnent, notamment les crises du changement climatique et de l'énergie, les migrations, la COVID-19, l'invasion russe en Ukraine et l'assaut israélien sur Gaza, ont mis en évidence des tensions sous-jacentes dans les relations Europe-Afrique. Dans un contexte géopolitique changeant, le rôle traditionnel de l'UE (et par extension de l'Occident) est de plus en plus contesté par des puissances émergentes comme la



Chine, la Russie, la Turquie, les Émirats arabes unis, les États du Golfe et d'autres dont l'influence s'étend aux pays africains (sahéliens).

C'est dans cette dynamique que ETTG et Gorée Institute ont organisé conjointement un atelier du 04 au 06 novembre 2024, qui s'est penché sur les liens existants entre la sécurité et le développement au Sahel et les perspectives ouest-africaines. Cette rencontre a permis de répondre aux questions telles que : comment la fragilité croissante de la région (le lien entre sécurité et développement) affecte-t-elle les relations entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest (sahélienne) ? Que peut-on faire pour améliorer les relations entre l'UE et le Sahel dans le contexte actuel de multipolarité et d'évolution du contexte géopolitique ?



6. KPAC24: Instaurer la confiance, pacifier le pouvoir et connecter les réalités



La **Plateforme de connaissances Sécurité et Etat de droit (KPSRL)** a organisé en partenariat le **Gorée Institute** sa **Conférence annuelle 2024 (KPAC24)**. Tenue à Dakar, cette conférence a porté sur les enjeux liés à la polycrise mondiale et ses implications pour la sécurité et l'État de droit.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'adapter les approches face à l'érosion du multilatéralisme, à la montée de l'autoritarisme, et aux effets aggravants du changement climatique sur les conflits. La conférence a également souligné les dynamiques régionales, notamment le repositionnement de la CEDEAO face à la montée de l'Alliance des États du Sahel (AES), en appelant à des partenariats inclusifs, ancrés dans les droits humains et la participation citoyenne. Les participants ont plaidé pour une refonte des institutions, reposant sur une co-construction avec la société civile, la promotion de la justice centrée sur les personnes, et l'intégration de solutions formelles et informelles. Enfin, la conférence a insisté sur l'importance de repenser la consolidation de la paix en renforçant le rôle des acteurs locaux, en promouvant le co-leadership intergénérationnel, et en mobilisant de manière éthique les outils numériques pour répondre aux menaces contemporaines.





RAPPORT ANNUEL 2024

I I

Renforcement des capacités des organisations de la société civile



1. Power of Dialogue : Atelier de formation sur « Femme, leadership politique et la prévention des conflits au Sahel »



Conformément à son objectif institutionnel, le Gorée Institute a organisé un atelier de formation régional visant à renforcer les capacités des femmes leaders des pays cibles du Sahel, à savoir le Sénégal, le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Cet atelier s'est tenu du 6 au 8 mai 2024 et a eu pour thème : « **Femme, leadership politique et prévention des conflits au Sahel** ».

Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme « **Power of Dialogue** » qui vise à promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux.

La formation est conçue en partant du principe que la stabilité politique sera renforcée par l'implication active des femmes leaders dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le processus de prise de décision. Cela implique de prendre en compte les résolutions et conventions du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment les résolutions 1325 et 1820, 2250 (2015) et 2419 (2018), ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), en mettant l'accent sur la promotion de la participation active des femmes à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et au processus de prise de décision politique.

La formation adhère à l'idée internationalement reconnue que l'autonomisation des femmes consiste à leur permettre de prendre le contrôle des problèmes de paix et de sécurité qui les affectent dans un environnement sécuritaire difficile : définir leur propre agenda, acquérir des compétences, renforcer leur confiance en soi et parler au nom d'autres femmes sans voix. C'est dans ce contexte que la formation a intégré l'identification et l'approfondissement de la compréhension des causes profondes des conflits et des possibilités de prévention et de gestion des conflits, tant au niveau communautaire que national. Une partie de cet effort a consisté à renforcer la position des femmes, ainsi que leur rôle de médiatrices et de négociatrices à différents niveaux.

La formation a visé à améliorer la capacité des femmes à jouer un rôle actif de leadership dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique, dans les pays

ciblés du Sahel, à travers le renforcement de leurs compétences. En d'autres termes, la rencontre a permis de les doter de compétences nécessaires pour anticiper et répondre aux conflits et aux crises, de sorte à leur garantir un environnement serein et un cadre de travail efficace, dans des contextes politiques instables. Cet atelier a permis aussi d'enrichir leur engagement civique avec les acteurs politiques à travers la maîtrise des outils et techniques relatives à la consolidation de la paix, la prévention des conflits, au lobbying et au plaidoyer.

RÉSULTATS OBTENUS

- Le projet a contribué à renforcer la capacité des femmes à acquérir les connaissances, les compétences et les techniques nécessaires pour planifier et prendre des décisions en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits.
- Cette formation a permis aux participantes d'approfondir leur compréhension des facteurs qui sous-tendent les conflits et du type de mesures de consolidation de la paix et de prévention des conflits nécessaires pour intervenir efficacement aux niveaux communautaire, national et régional ;
- Cela a permis aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour identifier les principaux indicateurs de conflit et de paix, et de se concentrer sur la catégorisation des indicateurs en fonction du contexte national.
- Cela a fourni aux participants un cadre de réponse avec une considération significative pour les gammes d'instruments de paix et de sécurité disponibles nécessaires pour agir.
- Cela a fourni aux groupes cibles les outils nécessaires pour mener une évaluation diagnostique, une analyse de conflit et une planification qui seront utilisées dans des situations réelles.
- Cela a contribué à renforcer les groupes civiques capables d'influencer les processus de prise de décision politique en matière de consolidation de la paix, de prévention des conflits et de processus politiques ;
- Cela a permis d'accroître la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance et aux initiatives officielles de consolidation de la paix aux niveaux local, national et sous-régional ;



2. Power of Dialogue : Atelier de formation sur « Leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes »



En accord avec sa mission et à ses directives programmatiques, l'Institut a organisé un atelier régional de renforcement des capacités de trois (3) jours (05 au 07 juin 2024) sur le thème : « **Leadership politique, espace civique et dialogue entre les parties prenantes** » ciblant les OSC, les représentants des organes de gestion des élections et les groupes de protection des droits des femmes et les associations de jeunes et des représentants de partis politiques au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Cette formation est l'une des principales activités du programme "Power of Dialogue" qui vise à contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif. Elle s'inscrit dans le cadre d'un examen comparatif croisé des processus politiques à travers l'Afrique concernant la manière dont les élections sont menées, qui montre que les élections restent un facteur critique pour la paix et la stabilité politique.

L'atelier visait à renforcer les capacités et compétences de leadership des principales parties prenantes, et d'intégrer ces savoirs pour prévenir et/ou d'atténuer les crises à travers une promotion de l'État de droit et l'ouverture de l'espace civique.

En d'autres termes, la rencontre a eu pour objectif, de développer les capacités des participants à surveiller, à analyser les indicateurs structurels et à mettre en place une option de réponse pour l'atténuation, mais aussi à renforcer les capacités de leadership en matière de médiation et de dialogue.

Ceci est en accord avec la réalité que le dialogue est une approche préparatoire intégrale vers des élections pacifiques, libres et équitables dans chaque société africaine. Une partie de ces efforts comprend également la nécessité de minimiser le risque potentiel de conflit lié aux élections sur la base de l'expérience et des leçons apprises mentionnées ci-dessus. En renforçant les capacités de

ces acteurs et en mettant l'accent sur la prévention de la violence électorale et le dialogue, on contribue également à la stabilité régionale.

RÉSULTATS OBTENUS

- Renforcement des capacités des acteurs en matière de leadership ;
- Analyse approfondie des mécanismes de prévention et de gestion des conflits ;
- Compréhension du rôle des acteurs dans la prévention des conflits ;
- Acquisition de compétences pour analyser et comprendre l'espace civique ;
- Maîtrise de l'utilisation de la technologie civique comme outil de promotion de la bonne gouvernance ;
- Partage des ressources, y compris le module de formation (manuel d'instruction) pour guider les analystes dans l'évaluation annuelle des risques structurels ;
- Renforcement des capacités de réponse et d'atténuation des risques liés aux élections ; notamment à travers des techniques telles que la médiation et le dialogue ;
- Capacité des participants à diffuser les connaissances acquises au sein de leurs structures de base ;
- Mise à disposition des compétences nécessaires pour permettre la participation active aux dialogues entre les parties prenantes ;



3. Power of Dialogue: Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA)



Le Gorée Institute a lancé depuis 2022 son programme de mentorat intitulé GOREE INSTITUTE YOUTH LEADERSHIP ACADEMY (GYLA) pour les femmes et les jeunes sur le thème "Promouvoir le leadership des femmes et des jeunes dans la construction de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique au Sahel". Le GYLA s'inscrit dans le cadre du programme Power of Dialogue financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères qui vise à contribuer à un espace démocratique pacifique et à un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux. En juillet et septembre 2024, le Gorée Institute a organisé deux ateliers en faveur des jeunes du GYLA.

L'objectif général du programme GYLA est de renforcer la capacité des jeunes acteurs politiques à jouer un rôle actif dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique dans les pays ciblés du Sahel. Comme objectifs spécifiques, le GYLA vise à :

1. Donner aux mentorés les connaissances, les compétences et les techniques nécessaires pour planifier et prendre des décisions en matière de construction de la paix et de prévention des conflits et d'engagement civique avec les acteurs politiques aux niveaux institutionnel et communautaire.
2. Fournir aux mentorés les outils nécessaires à la réalisation d'une évaluation diagnostique, d'une analyse de conflit et d'une planification afin qu'ils puissent renforcer la qualité de leur projet de changement en matière de stabilité politique, de consolidation de la paix et de prévention des conflits.
3. Augmenter le nombre de femmes et de jeunes leaders ouest-africains actifs dans le domaine de la gouvernance démocratique, de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.

Grace à ce programme, les mentorés ont pu acquérir l'ensemble des compétences et des

connaissances nécessaires à leurs aspirations politiques futures, ainsi que des compétences en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits, avec la capacité d'influencer le changement.

Aussi l'accompagnement par des mentors expérimentés, le renforcement des capacités et les opportunités d'apprentissage interinstitutionnel ont pu être fournis, de même qu'une plateforme interactive et numérique (médias sociaux) créée pour partager l'apprentissage, les expériences et les récits qui ont pu être reproduits dans les contextes de leurs pays respectifs.

En plus, les cours en ligne (MOOC) ont été accessibles aux mentorés qui ont pu les utiliser comme matériel de référence supplémentaire. Ce projet a permis d'engager autour d'un groupe extraordinaire des femmes et des jeunes leaders de tous les pays cibles afin d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques.

RÉSULTATS OBTENUS

- Quarante (40) femmes et hommes jeunes leaders en herbe ont bénéficié d'un accompagnement de quatre (4) mois par le GORIN.
- Ils ont vu leurs capacités être renforcées pendant cinq jours sur l'île de Gorée et ont bénéficié d'une visite de terrain encadrée à Dakar
- Cinq (5) mentors recrutés dans les pays cibles pour encadrer les 40 mentorés avec le soutien complémentaire du personnel technique et professionnel de l'Institut.
- Une plateforme a été mise en ligne pour l'échange d'informations et le suivi du programme de mentorat, tant pour les mentors que pour les mentorés
- Des manuels et outils de formation sont produits avec l'introduction du MOOC
- Les jeunes ont pris part à des sessions de partage d'expériences avec d'autres jeunes qui leur servent de référence et qui les inspirent.



4. PROSCIDE: Atelier de formation sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant



Organisé dans le cadre du **Programme de Renforcement des Organisations de la Société Civile pour les Droits de l'Enfant (PROSCIDE)**, cette activité s'inscrit dans le cadre de l'OUTCOME 1, qui porte sur le **renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC)**. L'objectif est de renforcer les capacités organisationnelles des OSC afin de les rendre plus solides, autonomes et opérationnelles, tout en les orientant vers une approche axée sur les droits. Cela vise à leur permettre de promouvoir et de suivre les droits de l'enfant, ainsi qu'à mener des actions de plaidoyer auprès des autorités gouvernementales en vue d'obtenir des changements durables pour le bien-être des enfants.

L'atelier de formation s'est déroulé du 24 au 26 avril à Abidjan. Le choix de la Côte d'Ivoire s'explique par son expertise en la matière, qui pourrait servir de source d'inspiration pour les autres organisations de la société civile (OSC) de la sous-région.

L'objectif général de cet atelier était de renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) engagées dans la protection des droits de l'enfant, en les formant sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant, notamment les initiatives de recours, ainsi que sur le suivi et la mise en œuvre des recommandations, dans un environnement civique restreint.

Vingt-deux membres d'organisations de la société civile œuvrant pour la protection de l'enfance ont participé à cet atelier, dont dix (10) hommes et douze (12) femmes, originaires du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal.

Durant cet atelier, les participants ont renforcé leurs connaissances sur ces mécanismes de protection au niveau régional et continental. Ils ont également mis en place un noyau de défenseurs des droits de l'enfant au niveau régional.

De façon spécifique, il s'agissait de :

1. Faire un rappel des mécanismes sous régionaux, régionaux et mondiaux de protection des droits de l'enfant, leurs défis et leurs modes de fonctionnement.
2. Renforcer les capacités des acteurs de la société civile pour leur permettre d'engager un contentieux stratégique en matière de violation des droits de l'enfant ;
3. Susciter l'engagement des acteurs de la société civile afin de pouvoir entreprendre des actions de plaidoyer et de lobbying pouvant influencer les politiques au niveau national et régional ;
4. Mettre en place un réseau ouest-africain de protection des droits de l'enfant doté de plans d'actions nationaux ;
5. Mettre à la disposition des participants des outils pratiques et efficaces permettant l'ouverture de l'espace civique
6. Partager les résultats des études réalisées par le Gorée Institute, notamment l'APE et le monitoring de l'espace civique.

L'atelier de formation a adopté une approche participative et andragogique, favorisant l'interaction entre facilitateurs et participants. Ces derniers ont utilisé des méthodes variées telles que le brainstorming, les mini-exposés, les discussions, les travaux de groupe, les partages d'expériences, les jeux de rôle et les simulations, pour encourager la participation active. Cette approche a permis d'exploiter l'expérience des participants et de stimuler l'apprentissage à partir de leurs expériences pratiques. L'atelier a ainsi été un espace propice au partage de bonnes pratiques, avec un focus sur l'orientation pratique et les activités de suivi pour renforcer l'implication des partenaires dans la défense des droits de l'enfant. Des ressources documentaires ont été envoyées à l'avance pour préparer les participants, accompagnées des résultats d'études menées par GORIN sur l'économie politique pour promouvoir et protéger les droits des enfants dans un espace civique contesté et le baromètre de perception de l'espace civique favorable aux droits de l'enfant.



5. PROSCIDE : Atelier régional de formation sur la programmation sensible aux conflits liée aux droits de l'enfant



La formation sur la programmation sensible aux conflits, en lien avec les droits de l'enfant, constitue l'une des formations phares du GORIN dans le cadre du PROSCIDE. Dispensée l'année dernière, elle a suscité un grand intérêt auprès de nombreuses organisations qui n'ont pas eu l'opportunité d'y participer. En effet, au-delà de leur soutien aux personnes vulnérables ou victimes de conflits et de catastrophes naturelles, les agences et organisations humanitaires ou de développement peuvent parfois être à l'origine de conflits communautaires. En pratique, certaines organisations, lors de leurs interventions, négligent les dynamiques conflictuelles existantes ou l'approche sensible aux conflits. Cette approche implique que toutes les interventions menées par des organisations de développement ou humanitaires dans des contextes fragiles ou touchés par des conflits doivent veiller à ne pas aggraver de manière involontaire des tensions préexistantes. Elle consiste à utiliser le contexte comme point de départ pour la planification des interventions et à adapter l'ensemble des actions de l'organisation en fonction de celui-ci.

Constatant, que plusieurs OSC ne disposent pas d'outils pour effectuer une bonne analyse sensible aux conflits, GORIN, dans le cadre du PROSCIDE, a organisé du 10 au 12 juillet 2024 à Gorée, un atelier de formation sur la programmation sensible aux conflits à l'endroit des OSC de protection des enfants du Burkina Faso, de la Côte-d'Ivoire, du Mali et du Sénégal.

L'objectif général de cet atelier de formation était de fournir aux participants des outils leur permettant de faire une bonne analyse sensible aux conflits dans la mise en œuvre de leurs programmes ou projets de protection et de promotion des droits de l'enfant.

Vingt-six (26) acteurs dont treize (13) hommes et treize (13) femmes ont pris part à la formation .

En plus d'avoir reçu des outils et techniques pertinents, les participants ont été mis à l'épreuve à travers divers exercices pratiques pour effectuer une bonne analyse sensible aux conflits dans leurs projets ou programmes en faveur des droits de l'enfant.

De façon spécifique, il s'agissait de :

1. Fournir aux participants des connaissances et des outils d'analyse sensible aux conflits adaptés à leur contexte ;
2. Partager les expériences et les bonnes pratiques en matière de sensibilité aux conflits ;
3. Renforcer leurs aptitudes et leurs capacités à s'adapter dans un contexte difficile à travers des exercices pratiques.
4. Mettre en place une dynamique de groupe entre OSC/pays qui va dans le sens d'encourager les synergies entre les actions menées par les acteurs dans les zones affectées ou non par les conflits et les catastrophes naturelles.

L'atelier de partage a été mené de manière participative, adoptant une méthode interactive entre les consultants responsables des études et les participants. Au cours de l'atelier, les consultants ont exposé les études ainsi que leurs résultats.

Cette démarche était l'occasion pour les partenaires et les différents participants de discuter en plénière sur les résultats, de formuler de nouvelles recommandations et de proposer des stratégies pour une meilleure exploitation des recommandations.

À ce jour, les études étant bouclées et validées, les rapports seront ensuite partagés auprès des OSC, partenaires techniques et financiers, les membres du consortium, les structures étatiques concernées, les ONG internationales ainsi que tout autre acteur pertinent.



6. PROSCIDE : Atelier régional - Plaidoyer, lobbying, réseautage et mobilisation de ressources



Il s'agit de la dernière activité inscrite dans le plan annuel de GORIN, revêtant une importance capitale, car le plaidoyer et le lobbying constituent des outils stratégiques utilisés par les organisations internationales et la société civile pour provoquer des changements de paradigme, particulièrement dans un contexte de réduction de l'espace civique dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

En plus de la restriction de l'espace civique, les organisations de la société civile travaillant sur la protection et la promotion des droits de l'enfant rencontrent aujourd'hui des difficultés de financement, ce qui constitue ainsi une limite à leurs ambitions en faveur des enfants. C'est dans ce contexte que le Gorée Institute, dans le cadre du PROSCIDE, a organisé du 07 au 09 octobre 2024, un atelier régional de renforcement sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation des ressources dont trois (3) jours de renforcement de capacités et deux jours pour la structuration du réseau.

L'objectif général de cet atelier est de mettre à la disposition des participants des outils clés et pertinents qui renforcent leurs connaissances et qui leur permettent de mener efficacement des actions de plaidoyer, de lobbying, de réseautage et de mobilisation de ressources afin de favoriser la promotion et la réalisation des droits de l'enfant dans chaque pays cible.

Vingt-neuf (29) acteurs de la société civile des pays cibles ont pris part à cet atelier dont quinze (15) hommes et quatorze (14) femmes.

Au-delà des outils et techniques pertinents qui leur ont été transmis, les participants ont été mis à l'épreuve à travers divers exercices pratiques, visant à les préparer à mener des actions de plaidoyer et de lobbying efficaces, ainsi qu'à développer de solides compétences en réseautage et en mobilisation des ressources.

De façon spécifique, il s'agissait de :

1. Fournir aux participants des outils et techniques pertinentes nécessaires à une meilleure planification des actions de plaidoyer, de lobbying, de réseautage et de mobilisation de ressources relatifs à la promotion des droits de l'enfant ;

2. Permettre aux participants de comprendre l'importance de recourir à ces stratégies d'influence dans un espace civique rétréci ;
3. Identifier les difficultés et défis relatifs au plaidoyer, au lobbying, au réseautage et à la mobilisation des ressources et leurs impacts sur la réalisation des droits de l'enfant dans chaque pays cible ;
4. Finir la structuration du réseau des OSC du Burkina Faso, de la Côte-d'Ivoire, du Mali et du Sénégal ;

L'atelier de formation s'est déroulé selon des approches participatives et andragogiques qui ont fait appel à la méthode interactive entre facilitateurs et participants. Les facilitateurs ont également joué les rôles de formateurs, d'experts et d'animateurs en ayant recours au brainstorming, au PowerPoint et aux mini-exposés. Pour une meilleure participation des partenaires, le formateur a utilisé toutes les méthodes pertinentes telles que les discussions, les travaux de groupes, les partages d'expériences, les jeux de rôle, les simulations et les energizes pour garder une bonne dynamique de groupe.

À la fin de l'atelier de formation, GORIN a pris deux jours pour la deuxième partie de l'atelier régional consacrée à la finalisation du réseau initié lors de la rencontre à Abidjan, avec des discussions approfondies sur sa structuration. Après plusieurs échanges, les participants ont validé le nom du réseau : "Coalition Ouest-africaine pour la Défense des Droits de l'Enfant", marquant ainsi une étape forte dans la mise en place d'une plateforme régionale dédiée à la promotion et à la protection des droits des enfants dans la sous-région.



7. Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Électorale et la Consolidation de la Paix « JAMM AK NDAW Ñi »



En partenariat avec la Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES), et USAID, le Gorée Institute dans le but de remédier aux clivages politiques, ethniques et régionalistes qui sont monnaies courantes dans les universités publiques du Sénégal, a mis sur pied le projet dénommé Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Électorale et la Consolidation de la Paix « **Jamm Ak Ndaw Ñi** ». Ce projet a pour objectif de contribuer à épargner les universités publiques de Dakar, Saint Louis et de Ziguinchor des violences politiques et électorales en outillant et en impliquant de manière significative les étudiants dans la prévention des violences et à la cohésion sociale dans les communautés.

Après la formation des formateurs, les missions sur le terrain dans les régions de Dakar, Saint-Louis et Ziguinchor ont permis au projet de bénéficier du soutien total des autorités universitaires, des autorités administratives déconcentrées de l'État, ainsi que des institutions décentralisées. Suite aux recommandations formulées par ces institutions, le projet a élargi son champ d'action en intégrant d'autres groupes de jeunes non étudiants, notamment les conducteurs de motos-taxis, ainsi que la police, dans la région de Ziguinchor.

Par la suite, l'Institut et les partenaires ont procédé à une série de formations modulaires du programme **PAVE (People Against Violence Everywhere)** destinées à plus de **180 étudiants** des universités **Gaston Berger de St Louis, Assane Seck de Ziguinchor et Cheikh Anta Diop de Dakar** et des jeunes membres de la société civiles et de partis politiques, ces derniers ont pu apprendre comment les sociétés peuvent gérer les conflits par le biais de la gouvernance démocratique sans recourir à la violence. Grâce aux formations modulaires, les étudiants ont pu acquérir de nouvelles compétences en matière de gestion des conflits électoraux pour anticiper, atténuer et prévenir la violence autour des élections par le biais d'activités de consolidation de la paix. Sur cette base, des occasions de dialogue et des initiatives de plaidoyer civique sont mises en place par les étudiants, les jeunes acteurs politiques et les membres de la société civile afin de prévenir la violence qui entrave la participation libre et équitable aux processus démocratiques.

L'accent est mis sur l'action pratique, avec la formation d'un collectif (étudiants, conducteurs de motos taxi, police, autorités administratives déconcentrées et décentralisées) de consolidation de la paix pour se soutenir mutuellement dans leurs efforts visant à accroître la coexistence et l'engagement civique au sein de leurs communautés et au-delà. Les membres les plus actifs et les plus influents du groupe sont élus pour servir « **d'ambassadeurs de la paix** », qui forment un réseau de leaders plaidant pour des processus politiques pacifiques au Sénégal. A terme, l'action visait à contribuer à un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche dans l'espace universitaire et les communautés en vue de l'élection présidentielle du Sénégal de 2024.

La deuxième phase du projet a démarré en janvier 2024 avec d'une part la constitution d'un vivier d'acteurs de la paix et de la non-violence, des ambassadeurs de la paix, pour mener des activités avec un plus grand public et d'autre part la mise en place d'un dispositif numérique comme plateforme de relais des initiatives des étudiants.



8. Investir sur les jeunes chercheurs et la recherche menée par les jeunes au Sahel



Dans le cadre du programme « **Shifting the Power** », en partenariat avec Save the Children Denmark (SCD) et le Bureau régional de Save the Children pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (SC WCA), le Gorée Institute poursuit ses efforts pour répondre aux défis auxquels est confrontée la jeunesse du Sahel. À travers cette initiative, un second groupe de jeunes chercheurs issus du Mali, du Burkina Faso et du Niger est constituée afin de renforcer leurs compétences, soutenir leur développement professionnel et promouvoir un changement positif dans la région.

L'atelier de formation de cette seconde cohorte, placé toujours sous le thème « **Investir sur les jeunes chercheurs et la recherche menée par les jeunes au Sahel** », s'est tenu du 25 au 29 novembre 2024. Financé par la DANIDA dans le cadre du programme « Shifting the Power », cet atelier vise à approfondir les capacités des jeunes chercheurs, à consolider leurs réseaux et à les accompagner dans la production de recherches capables d'influencer les dynamiques sociales et politiques au Sahel.

La reconnaissance de l'importance d'une implication accrue des jeunes dans les initiatives qui leur sont destinées ne date pas d'hier. Bien que des avancées aient été réalisées ces dernières années en matière de participation des jeunes dans les programmes humanitaires et de recherche, des obstacles subsistent encore pour garantir un engagement véritable, équitable et durable, notamment pour ceux vivant dans les contextes les plus vulnérables.



RAPPORT ANNUEL 2024

I I I

Publications





ANALYSE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

PROMOUVOIR ET PROTÉGER LES
DROITS DE L'ENFANT DANS UN
ESPACE CIVIQUE RÉDUIT



Monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal

2024



Investir dans les jeunes chercheurs
et la recherche menée par les
jeunes au Sahel : Burkina Faso,
Mali et Niger

Document de plaidoyer



Avec l'appui financier de



4^e édition

FORUM SOUS-RÉGIONAL DE LA JEUNESSE

Mieux positionner les jeunes dans les
politiques de gouvernance et la
prévention des crises au Sahel

Ouagadougou, du 19 au 20 octobre 2023



Cooperation: Institute for
Multiparty Democracy

Diakonia

CGD
Centre pour la Gouvernance
Démocratique Burkina Faso



RAPPORT ANNUEL 2024

I V

Nos Partenaires





RAPPORT ANNUEL 2024

V

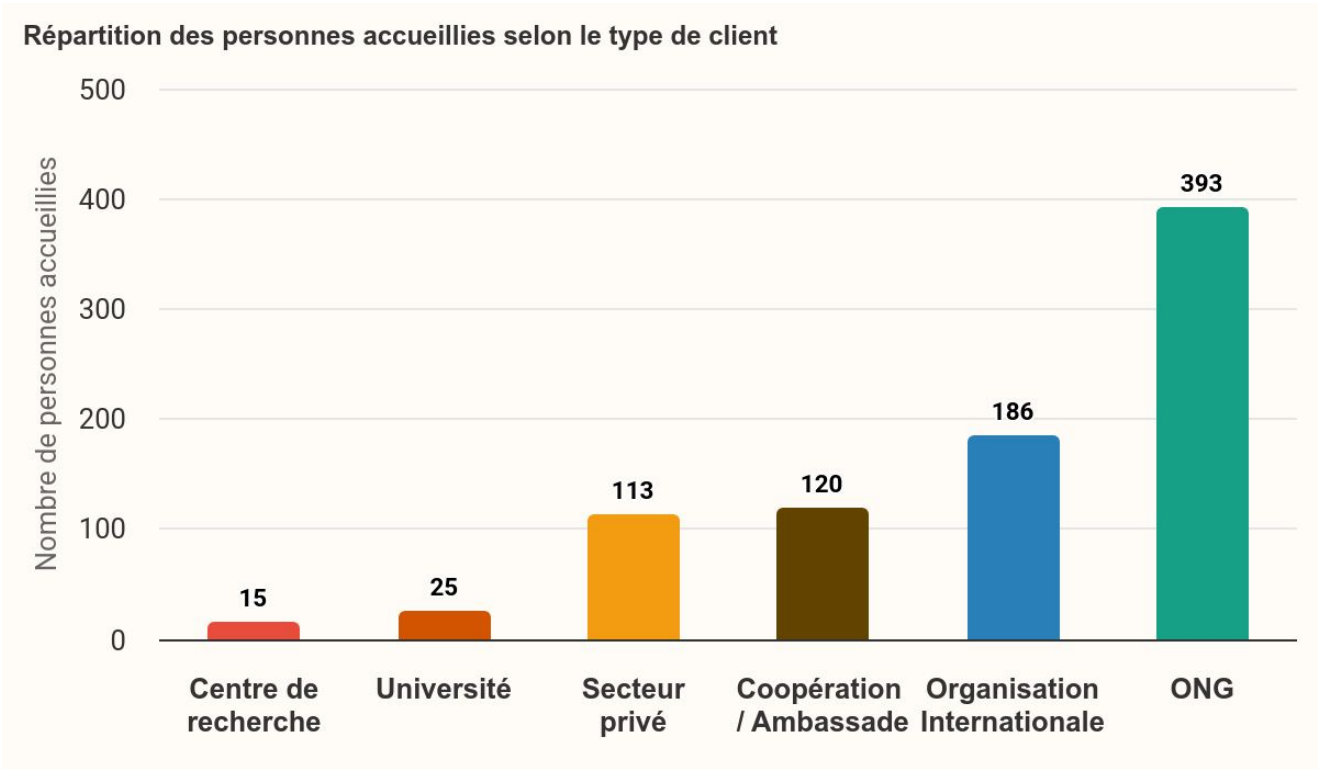
TERAL : Centre de conférence du Gorée Institute



TERAL : Centre de Conférence par excellence du Gorée Institute, accueille des décideurs politiques, des leaders d’organisations de la société civile africaine et internationale, des universitaires, des praticiens, des artistes, des scientifiques, des institutions internationales et des personnalités du secteur privé et des auteurs du monde entier, leur offrant un environnement unique pour réfléchir, travailler, collaborer et transformer des idées en solutions novatrices, contribuant ainsi au progrès social de l’humanité.

En tant que mécanisme d’autofinancement du Gorée Institute depuis 1994, TERAL soutient et met en relation des leaders et des artisans du changement social par le biais de la facilitation d’ateliers de réflexion et de planification, de séminaires résidentiels, la mise à disposition de ses infrastructures de conférences et de ses programmes de résidence sabbatique.

Au cours de l’année 2024, TERAL a accueilli près d’une quarantaine d’événements (séminaires, retraites, réunions, ateliers) d’une durée de trois (03) jours à une semaine pour le secteur privé ou pour des institutions qui travaillent dans le secteur du développement, comme le montre le graphique ci-dessous.



RAPPORT ANNUEL 2024

V I

États financiers



Reporting period : from Jan 2024 to December 2024		
État des dépenses		Montant
1	Salaries	168 711 704 F CFA
2	Maintenance	11 695 390 F CFA
3	Utilities	15 961 527 F CFA
4	Administration	26 744 179 F CFA
5	Governance	14 875 540 F CFA
6	Equipment	22 278 353 F CFA
7	Programs and Teral Activities	635 187 366 F CFA
Total		895 454 059 F CFA
Fonds reçus		1 219 340 194 F CFA
1	Fund received and Revenue	972 983 628 F CFA
	NIMD 2021-2025	370 083 987 F CFA
	FORD FOUNDATION	60 200 000 F CFA
	EPD 2021-2024	43 480 877 F CFA
	ETTG 2024	12 848 558 F CFA
	SAVE THE CHILDREN	94 631 835 F CFA
	IFES 2023-2024	24 395 528 F CFA
	AMBASSADE SUISSE A DAKAR	542 800 F CFA
	EQUIPOP 2023-2027	63 543 879 F CFA
	OFII 2024	1 311 914 F CFA
	TERAL	301 944 250 F CFA
2	Beginning Balance(01/01/2024)	246 356 566 F CFA
Balance in 12/31/2024		323 886 135 F CFA

RAPPORT ANNUEL 2024

V I I

Conseil d'administration et Staff



1. Conseil d'administration



Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni les 26 et 27 septembre 2024 sur l'île de Gorée. À l'issue de l'examen des activités annuelles, ainsi que des rapports financiers et d'audit, les membres ont débattu puis adopté le plan d'actions pour l'année 2025.

Liste des membres du conseil:



Ambassadeur Saïdou Nourou Ba

Sénégal

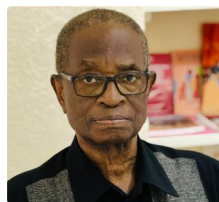
Président du Conseil, Consultant en Coopération et Relations Internationales



Ayo Obe

Nigeria

Avocate, militante pour les Droits de l'homme et la Démocratie, Chroniqueuse



Ambassadeur Bruno ZIDOUEMBA

Burkina Faso

Diplomate de carrière, Ministre Plénipotentiaire de classe exceptionnelle



Francesca Bomboko

République Démocratique du Congo

Fondatrice du Bureau d'Etudes, de Recherches et de Consulting International (BERC)



Ambassadeur Hatem Atallah

Tunisie

Directeur Exécutif de la Fondation Anna Lindh, Ancien Représentant Permanent auprès de l'Union Africaine

2. Le personnel du Gorée Institute

M. Doudou DIA, Directeur Exécutif
Sénégal

M. Abdourahmane SOW, Directeur Administratif et Financier
Guinée

M. Abdoul Salam WANE, Directeur des Ressources Humaines
Sénégal

Mme Lissa Gueye, Assistante Ressources Humaines
Sénégal

Mme Saran Cissé, Assistante Comptable
Mali

M. Latyr TINE, Coordinateur de programme
Sénégal

Mme Rukia Bakari-Mbacké, Coordinatrice de programme
Kenya

M. Albert Diatta, Chargé de projet
Sénégal

Mme Abibatou Sène, Assistante de projet
Sénégal

M. Koassi A. AKAKPO, Responsable Suivi et Évaluation
Togo

M. Mamadou Sakhir NDIAYE, Responsable Communication
Sénégal

Mme Adjaratou TALL, Assistante communication digitale
Burkina Faso

Mme Safietou MBODJI, Chef de département Téral
Sénégal

Mme Maguette SALL NDIAYE, Assistante de projet
Sénégal

STAFF TECHNIQUE

M. André M. SARR
M. Ibrahima DIA
Mme Emma NDOYE
M. Ousmane SY
M. Abdoulaye NIANG

Mme Michelle SARR
M. Racine SOUMARÉ
M. Baye Mbarick WATT
Mme Maty Sow

